



À LA GLOIRE DU GRAND ARCHITECTE DE L'UNIVERS

GRANDE LOGE NATIONALE FRANÇAISE

12, RUE CHRISTINE DE PISAN - 75017 PARIS ■ TÉL 33 (01) 44 15 86 20 ■ FAX 33 (01) 44 15 86 36

Le Grand Orateur

Maître Monique LEGRAND
Administrateur Judiciaire
13, Boulevard des Invalides
75007 PARIS

Paris, le 8 juin 2012

Aff.: Grande Loge Nationale Française

Maître,

Je viens d'apprendre que vous persistiez à vouloir convoquer immédiatement les Membres de la Grande Loge Nationale Française à une assemblée générale que vous avez unilatéralement fixée au 23 juin 2012, en portant à l'ordre du jour de celle-ci « *la ratification de la désignation du Grand Maître, telle qu'intervenue le 30 mars 2012* ».

En ma qualité de Grand Orateur de la Grande Loge Nationale Française, gardien de ses Constitutions, je me vois donc contraint de vous mettre en demeure, par la présente, de pas convoquer cette assemblée et, à tout le moins, de ne pas porter ledit point à l'ordre du jour de celle-ci.

Ceci, tant pour des raisons profanes, que pour des raisons maçonniques :

A. LES RAISONS PROFANES :

- a) par respect de l'Institution Judiciaire,
- b) par respect du Règlement Intérieur.

a. respect de l'Institution Judiciaire :

Vous n'ignorez pas :

- que le 29 mai 2012 a été plaidée, à jour fixe, devant la 5^{ème} Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, une procédure engagée à votre rencontre et qu'il est notamment demandé au Tribunal, dans le cadre de cette instance d' « *interdire à Maître LEGRAND de convoquer une assemblée générale et, plus généralement, d'organiser le processus de ratification de la désignation intervenue le 30 mars 2012* »,

- et que le délibéré de cette affaire a été fixé au 19 juin 2012 à 15 heures,

A mon avis, par égard pour le Tribunal, il vous faut donc attendre le prononcé du jugement à intervenir, pour que soit convoquée une assemblée générale, s'il était décidé que votre mission n'a pas pris fin le 30 mars 2012.

b. respect du Règlement Intérieur :

Aux termes des dispositions finales de l'article 2.3 du Règlement Intérieur, la désignation du Grand Maître, qui intervient en Souverain Grand Comité « *est soumise à la ratification de l'Association lors de l'Assemblée Générale afférente* ».

Cette notion d'assemblée « *afférente* » ne signifie pas « *la plus prochaine assemblée* », mais celle qui « *se rapporte à* » la deuxième phase du processus d'avènement d'un Grand Maître.

La date de cette « *assemblée afférente* » est donnée par les Constitutions de l'Ordre (*voir infra*).

B. LES RAISONS MAÇONNIQUES :

Sauf à volontairement mépriser le caractère maçonnique et solennel de l'avènement d'un Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française, il convient de respecter les usages constants en la matière.

Ces us et coutumes sont rappelés aux articles 1.3., 3.3. et 3.4 des Constitutions :

article 1.3. premier alinéa :

« *La Grande loge se réunit en Tenue solennelle le 1^{er} samedi de décembre de chaque année.* »

article 3.3. :

« *Cette désignation (du Grand Maître) est soumise à la ratification de la Grande Loge lors de la Tenue Solennelle suivante* »

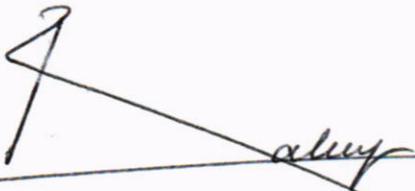
article 3.4. :

« *Lors de la Tenue Solennelle d'élection, il est procédé à l'Installation du grand Maître selon les Us et Coutumes de l'Ordre* ».

Le respect de ces usages, dont vous êtes libre de penser ce que vous voulez, n'est pas important seulement pour les Membres de l'Ordre, mais également pour les Grandes Loges Régulières étrangères, dont beaucoup d'entre elles critiquent l'intrusion de règles profanes dans notre fonctionnement.

N'aggravez pas une situation internationale déjà délicate en ajoutant l'insupportable au déjà subi !

Dans l'espoir que vous voudrez bien accepter de revoir votre position, je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de mes hommages distingués.



Jean-Michel BALOUP
Grand Orateur

c.c.: Monsieur le Président de la 5^{ème} Chambre du T.G.I. de Paris

Monsieur le Président de la 9^{ème} Chambre du Pôle 6 de la Cour d'Appel de Paris

Madame HOULETTE, Avocat Général près la Cour d'Appel de Paris

Maître DUMAINE-MARTIN, Avocat.